|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| **Avenant n°1 au CONTRAT N°….**  6-PR-1805-80-EUR  **ENTRE**  **L'Association pour le Festival International d’Art Lyrique et l’Académie Européenne de Musique d’Aix-en-Provence**,  Palais de l’Ancien Archevêché - 13 100 Aix-en-Provence  SIRET 411 831 696 00017 – APE 9001 Z  N° de Licence entrepreneur du spectacle   : 1-1085 612 / 2- 1000 275 / 3- 1000 276  Représentée par son Directeur Général Adjoint, Monsieur François Vienne,  Ci-après désignée par le terme "le Festival",  **ET**  **….**  ....  Ci-après désigné(e) par le terme " l’Artiste ",  **IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**  La production **L’Ange de Feu**, mise en scène par **Mariusz** **Trelinski** et dirigée par **Kazushi Ono**, objet du contrat initial, sera l’objet d’une captation audiovisuelle les 13 et 15 juillet 2018, en vue de l’exploitation en première destination par télédiffusion pour la Plateforme web de France Télévisions Culture Box.  Une première diffusion de la captation audiovisuelle est prévue le 15 juillet 2018 sur la Plateforme web de France Télévisions Culture Box.  Le Programme sera réalisé par **Philippe Béziat.**  **CECI EXPOSE, LE CONTRAT N°06804 EST COMPLETE COMME SUIT:**  **L’article 6 du contrat initial est modifié comme suit :**  **Article 6–CONDITIONS PARTICULIERES DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION DE LA PRESTATION DE L’ARTISTE**  Conformément aux dispositions prévues à l’article L. 212-3 du Code de la propriété intellectuelle, l'Artiste autorise le Festival à procéder à tout enregistrement de la Création étant entendu que la Création est définie à l’article 1 et intègre toutes les phases du travail préparatoire à sa réalisation. En conséquence, l'Artiste cède au Festival les droits exclusifs d’exploitation qu'il détient sur son interprétation dans le spectacle **L’Ange de Feu** mis en scène par **Mariusz** **Trelinski** et dirigé par **Kazushi Ono,** permettant au Festival de procéder aux exploitations définies aux présentes. Les droits ainsi cédés comprennent la totalité du droit de fixation, de reproduction et de communication au public, tels que définis aux conditions générales de cession prévues au présent avenant, **sauf mentions contraires prévues aux conditions particulières du présent article**.  **6.1 –Radiodiffusion**  L’Artiste cède gracieusement au Festival, association à but non lucratif subventionnée par l'Etat français et les collectivités locales, assurant une mission de service public , tous les droits de reproduction et de représentation qu’il détient sur son interprétation pour deux radiodiffusions intégrales ou partielles -soit en direct, soit en différé- par tout émetteur radiophonique en France et dans les pays affiliés à l'Union Européenne de Radiodiffusion (UER).  Tout autre condition de radiodiffusion est exclue du présent contrat et fera l'objet d'une négociation ultérieure.  Cette cession gracieuse inclut la diffusion en streaming gratuit sur le site du radiodiffuseur pendant 1 mois suivant la radiodiffusion  **6.2 - Exploitations commerciales par télédiffusion de la captation**  **Définitions :**  «  **Télédiffusion**  » s’entend comme une diffusion programmable ou non programmable, en broadcasting (vers tous les spectateurs en même temps) ou unicasting (diffusé spécifiquement à la demande d’un spectateur), gratuite ou payante, sur tous types de supports capables de restituer des contenus audio et/ou vidéo (télévision, ordinateur, téléphone, grand écran, sans que cette liste soit limitative), quel que soit le mode de transmission (hertzien, câble, satellite, TNT, Internet, réseau téléphonique, etc.).  «  **VoD**  » (Video on Demand) ou «  Vidéo à la demande  » s’entend comme la mise à disposition unicasting du programme en téléchargement ou en streaming sur tous types de supports capables de restituer des contenus audio et/ou vidéo (télévision, ordinateur, téléphone, grand écran, sans que cette liste soit limitative), quel que soit le mode de transmission (hertzien, câble, satellite, TNT, Internet, réseau téléphonique, etc.).  En cas d’exploitation commerciale par télédiffusion de la captation (les exploitations non-commerciales et promotionnelles étant autorisées à titre gratuit), incluant toute projection publique sur grand écran à l’exclusion de la distribution commerciale dans les salles de cinéma, l’Artiste percevra une rémunération proportionnelle à l’exploitation, calculée sur la base de **X%** des recettes brutes distributeur encaissées par le producteur audiovisuel pour la vente du programme par télédiffusion (les recettes brutes distributeurs sont définies comme les sommes perçues par le producteur en provenance de la vente du programme aux distributeurs lorsqu’aucune référence de prix de vente au public n’existe).  Le Festival versera à l’Artiste, à la levée des droits par le producteur audiovisuel :  - un minimum garanti (supplémentaire) de **150€ (cent cinquante euros)** en contrepartie de la cession des droits d’exploitation par télédiffusion en Europe et au Japon, ainsi que toute diffusion sur des chaînes TV payantes ou par abonnement, sans restriction géographique, pour une période de 30 ans à partir du 15 juillet 2018, quel que soit le nombre de télédiffusions et quel que soit le Distributeur.  - un minimum garanti (supplémentaire) de **100€ (cent euros)** en contrepartie de la cession des droits d’exploitation par télédiffusion dans le monde entier, pour une période de 30 ans à partir du 15 juillet 2018, quel que soit le nombre de télédiffusions et quel que soit le Distributeur.  Ces minimums garantis seront versés à titre d’avances non remboursables sur le montant des droits à recevoir en proportion de l’exploitation par télédiffusion.  Ces rémunérations incluent la rémunération du droit de reproduction nécessaire à la jouissance du droit de représentation par télédiffusion.  **6.3 - Exploitation commerciale sur supports audiovisuels (DVD notamment)**  En cas d’exploitation commerciale sur supports audiovisuels (les exploitations non-commerciales et promotionnelles étant autorisées à titre gratuit), l'Artiste percevra une rémunération proportionnelle à l’exploitation, calculée sur la base de **X%** des recettes brutes d’exploitation vidéographiques (calculées sur le prix de vente public H.T ou les recettes brutes distributeurs dans l’hypothèse ou le prix de vente public ne serait pas identifiable) encaissées par le producteur audiovisuel pour la vente des supports audiovisuels.  Le Festival versera l'Artiste un minimum garanti de **100€ (cent euros)**, à titre d’avance non remboursable sur le montant des droits à recevoir en proportion de l’exploitation sur supports audiovisuels dans le monde entier, pour une période de 30 ans à compter du 15 juillet 2018.  La rémunération versée au titre de la cession du droit de reproduction sur tous types de supports audiovisuels inclut la rémunération au titre de l’exploitation par VoD payante dans le cas où la rémunération prévue pour la télédiffusion n’a pas été versée.  Cette rémunération comprend également la rémunération au titre de la cession du droit de reproduction d’images fixes induite lors de l’exploitation sur supports audiovisuels, notamment les illustrations graphiques (boîtiers de DVD par exemple).  **6.4 - Exploitations commerciales cinématographique de la captation**  **Définition :**  «  Exploitation commerciale cinématographique  » s’entend comme la diffusion par tout circuit commercial de distribution dans les salles de cinéma. La projection de la captation sur grand écran, à titre gratuit ou payant, en dehors du circuit commercial de distribution dans les salles de cinéma n’est pas comprise dans l’exploitation commerciale cinématographique, mais dans l’exploitation par télédiffusion définie à l’article 6.2.  En cas d’exploitation commerciale cinématographique de la captation (les exploitations non-commerciales et promotionnelles étant autorisées à titre gratuit), l’Artiste percevra une rémunération proportionnelle à l’exploitation, calculée sur la base de **X%** des recettes brutes d’exploitation encaissées par le producteur audiovisuel (calculées sur le prix de vente public H.T ou les recettes brutes distributeurs dans l’hypothèse où le prix de vente public ne serait pas identifiable).  Le Festival versera à l’Artiste, à la levée des droits par le producteur audiovisuel un minimum garanti de **100€ (cent euros)** en contrepartie de la cession des droits d’exploitation cinématographique dans le monde entier, pour une période de 30 ans à compter du 15 juillet 2018, quel que soit le nombre d’entrées et quel que soit le Distributeur.  Ces minimums garantis seront versés à titre d’avances non remboursables sur le montant des droits à recevoir en proportion de l’exploitation commerciale cinématographique.  Ces rémunérations incluent la rémunération du droit de reproduction nécessaire à la jouissance du droit de représentation par exploitation commerciale cinématographique.  **6.5 - Charges sociales et fiscales**  Sauf en cas de **présentation du formulaire conventionnel** **5000 au plus tard 15 jours avant la date de paiement des droits** aux services comptables du Festival, il sera prélevé une retenue à la source de 33.33% sur le montant des droits.  **6.6 - Règlement**  L'ensemble des règlements nets ainsi obtenus, sera effectué par virement bancaire au compte pour lequel l’Artiste aura fourni un relevé d'identité bancaire.  Conformément à la disposition de l’article 289, I-2 du CGI, l’Artiste donne mandat au Festival pour émettre matériellement les factures de droits voisins en son nom et pour son compte. L’Artiste pourra, dans un délai de 8 jours à compter de la date d’envoi de la facture par le Festival contester par écrit le contenu des factures.  Le paiement des droits prévus aux articles 6.2, 6.3 et 6.4 interviendront à compter de la date de levée et de paiement effectif des droits par le producteur audiovisuel.  Le règlement des droits d’exploitation par télédiffusion interviendra au plus tôt le 30 octobre 2018, sous réserve de la fourniture des documents demandés à l’article 6.5, d’un RIB et de l’avenant signé.  En cas d’annulation empêchant la captation de la prestation de l’artiste ou de non exploitation de certains droits cédés, les sommes correspondantes mentionnées à l’article 6 ne seront pas dues.  **­­Article 6bis – CONDITIONS GENERALES DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION DE LA PRESTATION DE L’ARTISTE**  **6bis.1 – Cession des droits de reproduction**  La cession du droit de reproduction comprend le droit exclusif d’enregistrer et de reproduire la prestation de l’artiste en tout format et par tout procédé de fixation connu et non encore connu à ce jour. Il s’agira notamment, sans que ces indications soient limitatives,  a.      pour les images fixes non sonorisées : de la copie, la gravure, l’imprimerie, le dessin, la photographie analogique ou numérique, la numérisation, l’enregistrement sur disque dur ou carte mémoire, CD, DVD, CD-ROM, disquette, enregistrement sur tous support de stockage de masse (type clé USB), reproduction sous tous types de formats informatiques (JPEG, PDF…) et téléphoniques (GIF, BMP, GP, Media PLayer, etc.)  b.      pour les séquences d’images animées sonorisées   : des vidéogrammes (vidéocassettes, vidéodisques), DVD, CD-ROM, l’enregistrement sur disque dur ou mémoire vive, enregistrement sur tous support de stockage de masse, reproduction sous tous types de formats informatiques (JPEG, PDF…) et téléphoniques (MP4, GIF, BMP, GP, Media PLayer, etc.) et sur tous les supports induits par les étapes techniques nécessaires à la reproduction de la Création (stockage sur le disque dur, mise en mémoire vive, streaming, téléchargement, algorithme de compression…)  c.      pour les séquences de sons sans images : des cassettes audio et bandes son analogiques, CD, CD-ROM, Mini Disc, Fichiers Numériques informatiques et téléphoniques (MP3, MPEG, MML, MID, AAC…) ainsi que tous les supports induits par les étapes techniques nécessaires à la reproduction de la prestation artistique (stockage sur le disque dur, mise en mémoire vive, streaming, téléchargement, algorithme de compression…)  **6bis.2 – Cession du droit de représentation**  La cession du droit de représentation est définie comme l’autorisation de communiquer la prestation de l’Artiste par tous procédés de diffusion connus et non encore connus à ce jour, comprenant toute utilisation séparée du son et de l’image. Il s’agira notamment, sans que ces indications soient limitatives,  a.      d‘images fixes : expositions, catalogues édités par le Festival ou promouvant les activités du Festival, tout support de communication du Festival (notamment site Internet, flyers, programmes, Cart’com, affiches et objets marketing), livres édités par le Festival ou promouvant ses activités, ainsi que tout support lié à la promotion et à la commercialisation de l’enregistrement de la prestation sonore ou audiovisuelle de l’artiste (jaquettes de CD, pochettes de DVD, panneaux publicitaires, etc.). Cette autorisation vaut pour les publications du Festival et de ses partenaires, notamment les lieux d’accueil des tournées.  b.      de séquences d’images animées sonorisées  : diffusion dans des lieux publics, par projection publique et diffusion au moyen de tout type d’appareil de restitution de contenu audiovisuel existant ou non encore découvert (vidéocassettes, vidéodisques, Cd-rom, DVD, MP4, Internet (téléchargement - streaming), visio-téléphonie, télédiffusion en mode analogique ou numérique, par voie hertzienne, câble ou satellite, par télévision numérique terrestre ou télévision mobile personnelle).  c.      de séquences de son sans image  : diffusion dans des lieux publics au moyen de tout procédé technique existant ou non encore découvert : bandes son magnétiques, CD, CD-ROM, Mini Disc, MP3, MPEG, Radiodiffusion analogique ou numérique par voie hertzienne terrestre ou par voie satellitaire, diffusion par Webradio (streaming), consultation sur Internet (bases de données à télécharger par exemple), écoute par réseaux téléphoniques (fichiers compressés, sonneries, diffusion de message d’attente téléphonique)  **6bis.3 – Adaptations techniques**  Le Festival est autorisé à opérer toute adaptation technique nécessaire à l’exploitation de la prestation de l’Artiste dans le strict respect de son droit. Il s’agira notamment d’arrangements et traitements liés aux différents formats d’exploitation (diffusion en noir et blanc ou en couleur, apposition de sous-titrages, de traduction, de logo, insertion de messages publicitaires, etc.).  **6bis.4 – Destination**  Le Festival est autorisé à reproduire, éditer, vendre, louer et mettre en circulation de quelque manière que ce soit (par correspondance, en ligne, par réseaux de distribution, etc.) sous toutes les formes exposées précédemment, toute reproduction de la prestation de l’Artiste. Le Festival est également autorisé à communiquer la prestation de l’Artiste et ses reproductions au public, de quelque manière que ce soit, en direct ou en différé, intégralement ou partiellement, sous toutes marques et étiquettes du Festival et sous toutes les formes exposées précédemment. Les droits de reproduction et de représentation ainsi cédés sont consentis pour des exploitations à titre commercial ou non commercial, tant pour des utilisations pédagogiques, des projections publiques, des actions de sensibilisation du public, d’information, documentaires, d’archivage, que des utilisations publicitaires ou promotionnelles. «  Promotion  » s’entend ici comme toute action organisée par le Festival ou ses partenaires pour la mise en valeur de leur patrimoine, de leurs activités et de leur actualité. Ces utilisations comprennent notamment mais non limitativement, les expositions, la présentation aux festivals et marchés audiovisuels, la diffusion des enregistrements à la vidéothèque d’art lyrique d’Aix-en-Provence, les supports de promotion audiovisuels (tout appareil portable de diffusion audiovisuelle, DVD, CD, CD-Rom, Iphone, casque VR, etc.), l’édition de livres, de catalogues et toute diffusion depuis leur site Internet, ou depuis tout site Internet permettant d’assurer leur promotion ou la mise en valeur du patrimoine de l’art lyrique en particulier et des arts du spectacle vivant en général (visionnage en extraits ou en intégralité en streaming et sans téléchargement possible).  En cédant ses droits de reproduction au Festival, l’Artiste donne le droit exclusif au Festival d’autoriser les utilisations secondaires des reproductions de sa prestation (utilisation dans le cadre d’une œuvre littéraire et artistique ou audiovisuelle notamment, emploi dans la conception d’un logiciel d’apprentissage de la musique, etc.).  **6bis.5 – Durée et étendue**  Les droits de reproduction et de représentation objets du présent contrat sont cédés pour un nombre de reproductions et de représentations illimité et pour toute la durée légale accordée aux droits voisins, sauf conditions particulières prévues au contrat. La présente cession est consentie pour le monde entier, sans limitation de pays, sauf conditions particulières prévues au contrat.  **6bis.6 – Rémunération des droits**  L’ensemble des droits de reproduction et de représentation mentionnés ci-dessus sont cédés à titre gratuit, sauf conditions particulières prévues au contrat.  **6bis.7 – Gestion des droits**  Le Festival se voit ainsi confier l’administration et la gestion desdits droits susmentionnés. Le Festival peut autant que de besoin autoriser des mandataires, des représentants ou des agents choisis par lui-même à exercer tout ou partie des droits de reproduction et de représentation qui lui sont présentement cédés et fixer les conditions pécuniaires des autorisations délivrées.  **6bis.8 – Garantie**  L’Artiste garantit le Festival contre tout trouble, revendication et éviction quelconque, l’exercice paisible des droits de reproduction et de représentation de sa prestation. Par ailleurs, l’Artiste se déclare libre de tout engagement d’exclusivité avec un producteur phonographique ou audiovisuel.  **TOUS LES AUTRES ARTICLES DU CONTRAT N°06804 DEMEURENT INCHANGES.**  Fait à Aix-en-Provence, le 14 juin 2018  En deux exemplaires  **François Vienne**  L’Artiste                                                                                                                    Directeur Général Adjoint | **Aneks nr1 do UMOWY Nr …**  6-PR-1805-80-EUR  **ZAWARTY POMIĘDZY**  **Stowarzyszeniem na rzecz Międzynarodowego Festiwalu Sztuki Lirycznej i Europejskiej Akademii Muzyki w Aix-en-Provence**,  Palais de l’Ancien Archevêché -13 100 Aix-en-Provence  SIRET 411 831 696 00017 – APE 9001 Z  Nr licencji na wykonywanie działalności teatralnej: 1-1085 612 / 2- 1000 275 / 3- 1000 276  Reprezentowanym przez Zastępcę Dyrektora Generalnego, Pana Françoisa Viennea,  W dalszej części umowy zwanym "Festiwalem",  **A**  **….**  ....  W dalszej części umowy zwanym "Artystą",  **ZWAŻYWSZY ŻE:**  Produkcja spektaklu**Ognisty Anioł**, w reżyserii **Mariusza** **Trelinskiego** pod dyrekcją **Kazushi Ono**, będąca przedmiotem umowy głównej będzie przedmiotem rejestracji audiowizualnej w dniach 13 i 15 lipca 2018, w celu wykorzystania tego zapisu w pierwszej kolejności poprzez transmisję telewizyjną za pośrednictwem platformy Plateforme web de France Télévisions Culture Box.  Pierwsze rozpowszechnienie nagrania jest przewidziane na dzień 15 lipca 2018r. za pośrednictwem platformy Plateforme web de France Télévisions Culture Box.  Program będzie zrealizowany przez Pana **Philippe'a Béziat'a.**  **MAJĄC NA UWADZE POWYŻSZE UMOWA NR 06804 ZOSTAJE UZUPEŁNIONA W NASTĘPUJĄCY SPOSÓB:**  **Artykuł 6 umowy głównej zostaje zmieniony w następujący sposób:**  **Artykuł 6–SZCZEGÓLNE WARUNKI PRZENIESIENIA PRAW NA WYKORZYSTANIE WYSTĘPU ARTYSTY**  Zgodnie z przepisami przewidzianymi w artykule L.212-3 Kodeksu własności intelektualnej, Artysta upoważnia Festiwal do każdej rejestracji Dzieła przy założeniu, Dzieło jest zdefiniowane w artykule 1 i że zawiera wszystkie fazy prac przygotowawczych do jego realizacji. W rezultacie, Artysta przenosi na Festiwal posiadane wyłączne prawo do wykorzystania jego występu w spektaklu **Ognisty Anioł** w reżyserii **Mariusza** **Trelinskiego** pod dyrekcją **Kazushi Ono,** umożliwiając Festiwalowi jego wykorzystanie w formie i na zasadach zdefiniowanych w niniejszej umowie. W ten sposób przeniesione prawa zawierają całość prawa do utrwalania, kopiowania i publicznego rozpowszechniania, tak jak to zostało zdefiniowane w warunkach ogólnych przeniesienia praw niniejszego aneksu do umowy**chyba, że co innego wynika ze szczególnych warunków zawartych w niniejszym artykule**.  **6.1 –Transmisja radiowa**  Artysta przenosi bezpłatnie na Festiwal, stowarzyszenie non-profit, otrzymujące subwencje od Państwa Francuskiego i lokalnych samorządów, prowadzące działania mające charakter służby na rzecz społeczeństwa, posiadane przez niego wszelkie prawa do kopiowania i rozpowszechniania jego wykonania, dotyczące dwóch transmisji radiowych całości lub części wykonania - albo na żywo, albo w formie późniejszej transmisji - zrealizowanych przez każdego nadawcę radiowego we Francji lub innym kraju zrzeszonym w Europejskiej Unii Nadawców (UER).  Transmisja radiowa na innych warunkach nie jest przedmiotem niniejszej umowy i będzie przedmiotem odrębnych negocjacji.  Bezpłatne przeniesienie praw, o którym mowa dotyczy również rozpowszechnienia poprzez bezpłatny streaming dostępny na stronie nadawcy radiowego w okresie 1 miesiąca od daty transmisji radiowej.  **6.2 - Wykorzystanie komercyjne zarejestrowanego materiału poprzez transmisję telewizyjną**  **Definicje:**  "  **Transmisja telewizyjna**  " jest rozumiana jako transmisja programowalna lub nie dająca się zaprogramować, w formie broadcastingu (do wszystkich widzów jednocześnie) lub unicastingu (transmitowana na żądanie jednego widza), darmowa lub płatna, na wszystkich nośnikach umożliwiających odtworzenie treści audio i/lub wideo (telewizor, komputer, telefon, ekran kinowy, przy czym wyliczenie to nie ma charakteru zamkniętego), bez względu na typ transmisji (hercowa, kablówka, satelitarna, TNT, internetowa, poprzez sieć telefoniczną, etc.).  "  **VoD**  " (Video on Demand) lub "  Wideo na życzenie  " jest rozumiane jako udostępnienie programu w trybie unicastingu poprzez jego ściągnięcie lub w formie streamingu na wszystkich nośnikach umożliwiających odtworzenie treści audio i/lub wideo (telewizor, komputer, telefon, ekran kinowy, przy czym wyliczenie to nie ma charakteru zamkniętego), bez względu na typ transmisji (hercowa, kablówka, satelitarna, TNT, internetowa, poprzez sieć telefoniczną, etc.).  W przypadku wykorzystania komercyjnego zapisu spektaklu poprzez transmisję telewizyjną (wykorzystania nie komercyjne i promocyjne są dozwolone bezpłatnie), obejmującego wszelkie projekcje publiczne na dużym ekranie z wyłączeniem dystrybucji komercyjnej w salach kinowych, Artysta otrzyma wynagrodzenie proporcjonalne do wykorzystania, obliczone na podstawie **X%** wpływów od dystrybutorów brutto zainkasowanych przez producenta audiowizualnego z tytułu sprzedaży programu do celów transmisji telewizyjnej (wpływy od dystrybutorów brutto definiuje się jako kwoty otrzymane przez producenta pochodzące ze sprzedaży programu dystrybutorom, w przypadku kiedy nie istnieje żadne odniesienie co do publicznej ceny sprzedaży).  Z tytułu zniesienia praw przez producenta audiowizualnego Festiwal przelej na rzez Artysty:  - minimalną gwarantowaną kwotę (dodatkową) w wysokości **150€ (sto pięćdziesiąt euro)** jako wynagrodzenie za przeniesienie praw do wykorzystania poprzez transmisję telewizyjną w Europie i w Japonii oraz z tytułu transmisji na wszelkich kanałach TV płatnych lub objętych abonamentem, bez ograniczeń geograficznych, na okres 30 lat począwszy od dnia 15 lipca 2018r., bez względu na ilość transmisji i na to kto będzie Dystrybutorem.  - minimalną gwarantowaną kwotę (dodatkową) w wysokości **100 € (sto euro)** jako wynagrodzenie za przeniesienie praw do wykorzystania poprzez transmisję telewizyjną na całym świecie na okres 30 lat począwszy od dnia 15 lipca 2018r., bez względu na ilość transmisji i na to kto będzie Dystrybutorem.  Minimalne, gwarantowane kwoty, o których mowa zostaną przelane w formie bezzwrotnych zaliczek na poczet należności z tytułu przekazanych praw proporcjonalnie do ich wykorzystania w formie transmisji telewizyjnej.  Wynagrodzenia, o których mowa obejmują prawo do kopiowania w zakresie niezbędnym do skorzystania z prawa do rozpowszechniania w formie transmisji telewizyjnej.  **6.3 - Wykorzystanie komercyjne na nośnikach audiowizualnych (w szczególności DVD)**  W przypadku komercyjnego wykorzystania nośników audiowizualnych (wykorzystania nie komercyjne i promocyjne są dozwolone bezpłatnie), Artysta otrzyma wynagrodzenie proporcjonalne do wykorzystania, obliczone na podstawie **X%** wpływów brutto z tytułu wykorzystań wideograficznych (obliczonych na podstawie ceny sprzedaży netto lub wpływów brutto od dystrybutorów o ile cena publicznej sprzedaży nie byłaby możliwa do określenia) jakie otrzymał producent audiowizualny z tytułu sprzedaży nośników audiowizualnych.  Festiwal przeleje na rzecz Artysty minimalną gwarantowaną kwotę w wysokości **100€ (sto euro)**, tytułem bezzwrotnej zaliczki na poczet należności z tytułu przekazanych praw proporcjonalnie do ich wykorzystania w formie nośników audiowizualnych na całym świecie, na okres 30 lat licząc od dnia 15 lipca 2018r..  Wynagrodzenie przelane z tytułu przeniesienia praw do kopiowania na wszelkich typach nośników audiowizualnych obejmuje wynagrodzenie z tytułu wykorzystania poprzez płatne VoD w przypadku, kiedy wynagrodzenie przewidziane za transmisję telewizyjną nie zostało przelane.  Wynagrodzenie to obejmuje również wynagrodzenie z tytułu przeniesienia praw do kopiowania nieruchomych obrazów pojawiających się przy okazji wykorzystania nośników audiowizualnych, w szczególności ilustracji graficznych (na przykład okładka płyty DVD).  **6.4 - Wykorzystanie komercyjne zarejestrowanego materiału poprzez wyświetlenia kinowe**  **Definicja:**  "Komercyjne wyświetlenie kinowe" jest rozumiane jako wszelkie rozpowszechnienie w salach kinowych, bez względu na wybraną komercyjną sieć dystrybucji. Projekcja zapisu spektaklu na dużym ekranie, płatna lub bezpłatna, zrealizowana poza komercyjną siecią dystrybucji w salach kinowych nie jest kwalifikowana jako komercyjne wyświetlenie kinowe, ale jako wykorzystanie poprzez transmisją telewizyjną zdefiniowaną w artykule 6.2.  W przypadku komercyjnego wykorzystania kinematograficznego (wykorzystania nie komercyjne i promocyjne są dozwolone bezpłatnie), Artysta otrzyma wynagrodzenie proporcjonalne do wykorzystania, obliczone na podstawie **X%** wpływów brutto jakie otrzymał producent audiowizualny (obliczonych na podstawie ceny sprzedaży netto lub wpływów brutto od dystrybutorów o ile cena publicznej sprzedaży nie byłaby możliwa do określenia).  - Festiwal przeleje na rzecz Artysty, w związku ze zniesieniem praw przez producenta audiowizualnego minimalną gwarantowaną kwotę w wysokości **100 € (sto euro)** jako wynagrodzenie za przeniesienie praw do wykorzystania wyświetlenie kinowe na całym świecie na okres 30 lat począwszy od dnia 15 lipca 2018r., bez względu na ilość transmisji i na to kto będzie Dystrybutorem.  Minimalne, gwarantowane kwoty, o których mowa zostaną przelane w formie bezzwrotnych zaliczek na poczet należności z tytułu przekazanych praw proporcjonalnie do ich wykorzystania w formie komercyjnego wykorzystania kinowego.  Wynagrodzenia, o których mowa obejmują prawo do kopiowania w zakresie niezbędnym do skorzystania z prawa do rozpowszechniania w formie komercyjnego wykorzystania kinowego.  **6.5 -Obciążenia z tytułu ubezpieczeń społecznych i fiskalne**  Dział księgowy Festiwalu dokona pobrania podatku u źródła w wysokości 33,33% od kwoty wynagrodzenia z tytułu przeniesienia praw**, chyba że dostarczony zostanie formularz** **5000 najpóźniej na 15 dni przed datą wypłaty wynagrodzenia z tytułu przeniesienia praw**.  **6.6 - Rozliczenie**  W ten sposób uzyskana łączna kwota netto zostanie przekazana przelewem bankowym na konto wskazane wraz ze wszystkimi niezbędnymi szczegółami przez Artystę.  Artysta upoważnia Festiwal, na podstawie artykułu 289, I-2 Kodeksu Podatkowego, do wystawiania fizycznie faktur z tytułu praw pokrewnych w jego imieniu i na jego rzecz. Artysta będzie mógł w terminie 8 dni licząc od daty wysłania faktury przez Festiwal złożyć sprzeciw na piśmie dotyczący zawartości faktur.  Płatności z tytułu praw przewidzianych w artykułach 6.2, 6.3 i 6.4 nastąpią licząc od daty zniesienia praw i rzeczywistej zapłaty za przeniesienie praw przez producenta audiowizualnego.  Zapłata za prawa do wykorzystania poprzez transmisję telewizyjną nastąpi najwcześniej dnia 30 października 2018r., pod warunkiem dostarczenia dokumentów wskazanych w artykule 6.5, szczegółowych informacji dotyczących rachunku bankowego i podpisania aneksu.  W przypadku odwołania występu uniemożliwiającego rejestrację występu Artysty lub nie wykorzystania niektórych przeniesionych praw, odpowiednie sumy wymienione w artykule 6 nie będą należne.  **Artykuł 6bis**–**OGÓLNE WARUNKI PRZENIESIENIA PRAW NA WYKORZYSTANIE WYSTĘPU ARTYSTY**  **6bis.1 – Przeniesienie praw do kopiowania**  Przeniesienie prawa do kopiowania obejmuje wyłączne prawo rejestracji i odtwarzania wykonania Artysty w każdym formacie i za pomocą każdego znanego obecnie lub jeszcze nie znanego środka utrwalania. Dotyczyć to będzie przede wszystkim, ale nie wyłącznie,  a.      w przypadku nieruchomych obrazów bez dźwięku : kopii, ryciny, wydruku, rysunku, fotografii analogowej lub cyfrowej, skan, zapis na twardym dysku lub karcie pamięci, CD, DVD, CD-ROM, dyskietka, rejestracja na każdym nośniku pamięci (w rodzaju klucza USB), kopia w dowolnej formie elektronicznej (JPEG, PDF…) i teleinformatycznej (GIF, BMP, GP, Media PLayer, etc.)  b.      w przypadku sekwencji animowanych obrazów z dźwiękiem    : wideogramy (kasety wideo, płyty wideo), DVD, CD-ROM, zapis na twardym dysku lub w pamięci operacyjnej, zapis na dowolnym nośniku pamięci, kopia w dowolnej formie elektronicznej (JPEG, PDF…) i teleinformatycznej (GIF, BMP, GP, Media PLayer, etc.) i wszelkie nośniki pojawiające na etapach prac technicznych niezbędnych do odtwarzania Dzieła (przechowywanie na twardym dysku, w pamięci operacyjnej, streaming, pobieranie w formie elektronicznej, algorytm do kompresji danych…)  c.      w przypadku sekwencji dźwięku bez obrazu : kasety audio i analogowe taśmy dźwiękowe, CD, CD-ROM, Mini Disc, pliki cyfrowe, informatyczne i teleinformatyczne (MP3, MPEG, MML, MID, AAC…) oraz wszelkie nośniki pojawiające na etapach prac technicznych niezbędnych do reprodukcji występu artystycznego (przechowywanie na twardym dysku, w pamięci operacyjnej, streaming, pobieranie w formie elektronicznej, algorytm do kompresji danych…)  **6bis.2 – Przeniesienie praw do odtwarzania**  Przeniesienie prawa do odtwarzania jest definiowane jako upoważnienie do przedstawienia wykonania Artysty poprzez każdą formę transmisji znaną obecnie lub jeszcze nie, w tym wszelkie oddzielne wykorzystanie dźwięku i obrazu. Dotyczyć to będzie przede wszystkim, ale nie wyłącznie,  a.      nieruchomych obrazów : ekspozycje, katalogi wydane przez Festiwal lub promujące działalność Festiwalu, wszelkie wsparcie komunikacji Festiwalu (w szczególności strona internetowa, ulotki, programy, Cart’com, plakaty i gadżety marketingowe), książki wydawane przez Festiwal lub promujące jego działalność, oraz wszelkie przedmioty związane z promocją i komercjalizacją zarejestrowanego wykonania dźwiękowego lub audiowizualnego Artysty (okładki CD, okładki DVD, stojaki reklamowe, etc.). Upoważnienie, o którym mowa dotyczy publikacji Festiwalu i jego partnerów, w szczególności miejsc, które przyjmują tournee.  b.      Sekwencje obrazów animowanych z dźwiękiem  : transmisja w miejscach publicznych, poprzez publiczną projekcję i transmisję przy użyciu wszelkiego rodzaju urządzeń do odtwarzania treści audiowizualnych istniejących oraz takich, które dopiero powstaną (kasety wideo, płyty wideo, CD-ROM, DVD, MP4, internet (pobieranie - streaming), telefonia wizualna, transmisja telewizyjna analogowa lub cyfrowa, hercowa, kablówka, satelitarna, TNT, internetowa, poprzez sieć telefoniczną, przez naziemną telewizję cyfrową lub mobilną telewizję osobistą).  c.      sekwencja dźwięku bez obrazu  : odtwarzanie w miejscach publicznych, przy użyciu wszelkiego rodzaju środków technicznych istniejących oraz takich, które dopiero powstaną : dźwiękowe taśmy magnetyczne, CD, CD-ROM, Mini Disc, MP3, MPEG, transmisja radiowa analogowa lub cyfrowa hercowa naziemna lub satelitarna, transmisja poprzez radio internetowe (streaming), konsultacje przez internet (na przykład bazy danych do ściągnięcia), słuchanie poprzez sieć telefoniczną (skompresowane pliki, dzwonki, muzyka na czekanie przy połączeniach telefonicznych)  **6bis.3 – Dostosowanie techniczne**  Festiwal jest upoważniony do dokonywania wszelkich dostosowań technicznych niezbędnych do wykorzystania wykonania Artysty przy jednoczesnym ścisłym poszanowaniu jego prawa. Chodzić w tym przypadku będzie w szczególności o obróbkę i dopasowanie związane z rożnymi formatami wykorzystania (transmisja czarno-biała lub w kolorze, dodanie napisów, tłumaczenie, logo, dodanie treści reklamowych, etc.).  **6bis.4 – Przeznaczenie**  Festiwal jest upoważniony do kopiowania, edycji, sprzedaży, wynajęcia i włączenia do obiegu w jakikolwiek sposób (korespondencyjnie, on line, przez sieć dystrybucji, etc.) we wszelkich wymienionych wcześniej formach, każdą kopię wykonania Artysty. Festiwal jest również upoważniony do upublicznienia wykonania Artysty i kopii tego wykonania, w jakikolwiek sposób, na żywo lub w innym czasie, w całości lub częściowo, pod każdą marką lub etykietą Festiwalu i to we wszystkich formach, o których była mowa poprzednio. Prawa do kopiowania i odtwarzania przeniesione w ten sposób służą do wykorzystać komercyjnych i niekomercyjnych, zarówno do użytku edukacyjnego, projekcji publicznych, działań mających na celu podnoszenie świadomości artystycznej widzów, informacyjnych, dokumentalnych, archiwizacyjnych jaki i do użytku reklamowego czy promocyjnego. "Promocja" rozumie się tu przez nią każde działanie zorganizowane przez Festiwal lub jego partnerów mające na celu promowanie ich dziedzictwa, działalności i aktualnych wydarzeń. W zakresie tego wykorzystania znajdują się w szczególności, ale nie wyłącznie wystawy, prezentacja na festiwalach lub targach audiowizualnych, transmisja nagrań w Wideotece Sztuk Lirycznych w Aix-en-Provence, audiowizualne nośniki promocyjne (wszelkie przenośne urządzenia umożliwiające rozpowszechnianie audiowizualne, DVD, CD, CD-Rom, Iphone, gogle VR, etc.), wydanie książek, katalogów i wszelkie udostępnienia na własnej stronie internetowej, lub każdej innej stronie internetowej pozwalającej zapewnić ich promocję lub uwydatnienie dziedzictwa sztuki lirycznej oraz sztuk scenicznych (oglądanie we fragmentach lub w całości w streamingu bez możliwości pobierania z sieci).  Przenosząc swoje prawa do kopiowania i odtwarzania na Festiwal, Artysta daje Festiwalowi wyłączne prawo do udzielania dalszych upoważnień do kopiowania i odtwarzania jego występu (wykorzystanie w ramach dzieła literackiego i artystycznego lub audiowizualnego w szczególności wykorzystanie do opracowania programu do nauki muzyki, itp.).  **6bis.5 – Czas trwania i zakres**  Prawa do kopiowania i odtwarzania będące przedmiotem niniejszej umowy zostały przekazane na nieograniczoną liczbę kopii i odtworzeń i na czas jaki przepisy prawa przewidują dla praw pokrewnych, chyba że co innego wynika z umowy. Niniejsze przeniesienie praw dotyczy obszaru całego świata, bez ograniczenia dotyczącego państw, chyba że co innego wynika z umowy.  **6bis.6 – Wynagrodzenie z tytułu przeniesienia praw**  Całość praw do kopiowania i odtwarzania, o których mowa powyżej zostaje przeniesiona bezpłatnie, chyba że umowa przewiduje co innego.  **6bis.7 – Zarządzanie prawami**  Niniejszym Festiwal administruje i zarządza przeniesionymi prawami, o których mowa powyżej. Festiwal może w miarę potrzeby upoważnić pełnomocników, przedstawicieli lub wybranych przez siebie agentów do wykonania całości lub części praw do kopiowania i odtwarzania, które zostały na niego przeniesione i określić warunki finansowe w zamian za udzielone upoważnienia.  **6bis.8 – Gwarancja**  Artystka gwarantuje Festiwalowi, że nie wystąpią z jego strony żadne kłopoty ani roszczenia i że umożliwi spokojne wykorzystania praw do kopiowania i rozpowszechniania jego wykonania. Ponadto, Artysta oświadcza, że nie jest związany żadną umową wyłączności z jakimkolwiek producentem fonograficzny lub audiowizualnym.  **WSZYSTKIE INNE ARTYKUŁY UMOWY NR 06804 POZOSTAJĄ BEZ ZMIAN.**  Sporządzono w Aix-en-Provence, dnia 14 czerwca 2018r.,  w dwóch egzemplarzach  **Pani Anna Adamko**                                                                                    **Pan  François Vienne**  Artysta                                                                                                                    Zastępca Dyrektora Generalnego |